

ont pu émigrer de Fort Chimo, dans les Territoires du Nord-Ouest, mais je vais m'en informer. Je sais que deux ou trois familles avaient quitté Suglic l'hiver dernier et toutes, sauf une, sont revenues à Suglic l'été dernier, afin de retrouver leur patelin et leurs concitoyens.

**STONY CREEK—LA FRÉQUENTATION OBLIGATOIRE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE**

[Traduction]

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** J'ai une question supplémentaire à poser au ministre au sujet des droits de l'individu à décider de son propre sort. Le gouvernement entend-il toujours obliger les enfants indiens de Stony Creek, en Colombie-Britannique, à s'inscrire à l'école publique plutôt qu'à l'école catholique romaine qu'ils ont toujours fréquentée?

[Français]

**L'hon. M. Chrétien:** Non, monsieur l'Orateur. Au fait, un des fonctionnaires du ministère a déclaré hier, au comité, que les Indiens avaient le droit de fréquenter les écoles de leur choix. Évidemment, il se présentera bientôt une situation particulière en cet endroit à cause de l'augmentation du nombre d'enfants d'âge scolaire. Comme on sera peut-être à court de locaux l'an prochain, des fonctionnaires du ministère ont laissé entendre qu'il serait peut-être souhaitable que certains élèves fréquentent l'école publique, mais je peux assurer l'honorable député qu'aucune famille ne sera forcée de faire fréquenter cette école à ses enfants.

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

**L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

[Traduction]

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings):** J'aimerais adresser une question au très honorable premier ministre. Voudrait-il saisir la première occasion qui se présentera à l'appel des motions pour communiquer à la Chambre les résultats de l'examen de politique étrangère qu'il a fait entreprendre il y aura bientôt deux ans, sans oublier, bien entendu, la politique du gouvernement à l'égard de l'OTAN, annoncée il y a quelque temps?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Jusqu'ici, ces résultats se manifestent, par le travail considérable déjà fait par le ministère des Affaires étrangères et par les ministres qui font partie du comité du cabinet en train d'étudier les recommandations et les rapports.

[L'hon. M. Chrétien.]

**L'hon. M. Hees:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre compte-t-il nous faire part bientôt des résultats réels et croit-il que la politique que sont en train d'étudier les ministres réussira à dresser contre nous nos principaux alliés et nos partenaires commerciaux aussi bien que notre politique de retrait des troupes de l'OTAN?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**LE GRAIN**

**L'OBJET DU VOYAGE DU MINISTRE EN ANGLETERRE**

**M. Craig Stewart (Marquette):** J'aimerais poser une question au ministre chargé de la Commission du blé. En effet, dans le communiqué que son bureau a publié hier, il dit:

Je vais en Angleterre la semaine prochaine pour y consulter nos principaux acheteurs, mais pas comme vendeur de céréales, bien entendu.

Voici ma question: Quel est l'objet du voyage du ministre? Aurait-il simplement un but touristique?

**M. l'Orateur:** A l'ordre!

[Plus tard]

**M. S. J. Korchinski (Mackenzie):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire découle du point soulevé par le député de Marquette. Lorsque le ministre séjournera en Grande-Bretagne, en profitera-t-il pour faire part au gouvernement de ce pays de l'inquiétude des agriculteurs canadiens au sujet de la perte éventuelle de marchés, et nous faire connaître à son retour la position que compte adopter le gouvernement britannique au cours des négociations relatives à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun européen?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** J'aurais peut-être, en effet, l'occasion de discuter, en Angleterre, de cette importante question de politique agricole, monsieur l'Orateur. J'aurai aussi plus tard diverses occasions de parler de l'accès du blé canadien à ce marché. Je remercie le député de sa suggestion.

**LE CONSEIL DES SCIENCES**

**LE CONFLIT D'INTÉRÊTS CHEZ LE PRÉSIDENT**

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor. Étant donné que M. Solandt a certes décidé de rester président du Conseil des sciences du Canada, a-t-on informé le ministre que M. Solandt envisage de se défaire des intérêts qu'il possède dans